



## Genre et durabilité urbaine à Kara (Togo)

**Yentougle MOUTORE**

Enseignant-chercheur

Université de Kara

[moutorey@yahoo.fr](mailto:moutorey@yahoo.fr)

**Yendoupabe LARE**

Enseignant-chercheur

Université de Kara

### **Résumé**

*La décentralisation à l'œuvre dans les sociétés africaines oblige à repenser l'analyse et la mise en œuvre de la durabilité urbaine sous l'angle des collectivités territoriales. Cette étude aborde l'analyse sous cet angle en étudiant les différentes formes d'inégalités liées au genre dans la ville de Kara. Il s'agit d'analyser les pratiques sociales qui ne sont pas résilientes au changement climatique en fonction des trajectoires professionnelles et résidentielles liées au genre. Pour réussir, la recherche procède par des entretiens individuels à l'aide d'un guide d'entretien auprès d'échantillon équitablement réparti entre les hommes et les femmes de la commune Kozah 1. Elle aborde une démarche comparative entre les pratiques sociales des hommes et des femmes en fonction de leur profession, de leur revenu et de leurs trajectoires résidentielles. Il ressort que les actions des hommes sont plus impactantes sur l'environnement que celles des femmes dans la même profession et que les inégalités ou les discriminations liées au genre sont essentiellement liées à l'accès à l'emploi, au transport, au logement, à la gouvernance et à l'accès aux ressources. Ces piliers de la durabilité urbaine sont des conditions essentielles pour une ville qui se met en marche vers le développement durable.*

**Mots clés :** durabilité urbaine, femme, genre, homme, Kara

## **Gender and urban sustainability in Kara (Togo)**

### **Abstract**

*The decentralisation underway in African societies requires a rethinking of the analysis and implementation of urban sustainability from the perspective of local authorities . This study approaches the analysis from this angle by examining the different forms of gender inequality in the city of Kara. The aim is to analyse social practices that are not resilient to climate change based on gender-related career and residential trajectories. To achieve this, the research uses individual interviews based on an interview guide with a sample evenly distributed between men and women in the municipality of Kozah 1. It takes a comparative approach between the social practices of men and women according to their profession, income and residential trajectories. It appears that the actions of men have a greater impact on the environment than those of women in the same profession and that gender inequalities or discrimination are mainly linked to access to employment, transport, housing, governance and access to resources. These pillars of urban sustainability are essential conditions for a city moving towards sustainable development.*

**Keywords** : urban sustainability, women, gender, men, Kara



## Introduction

L'une des grandes questions de la sociologie urbaine est liée à l'évolution des villes et les défis auxquels elles sont confrontées. A l'échelle mondiale, les villes ont connu une urbanisation accélérée et exercent toutes les fonctions stratégiques en ce qu'elles représentent des pôles de commandement dans la mondialisation des échanges. Intégrées à l'économie mondiale, les villes globales sont ces grandes agglomérations qui se positionnent comme des centres décisionnels, (H. Marchal, J-M. Stébé, 2014). L'urbain se généralise, la population mondiale est devenue majoritairement urbaine. Pour J. Damon (2010), l'humanité est déjà rentrée dans « l'ère urbaine ». Et, selon la Banque Mondiale (2020) la population urbaine mondiale est de 55,25%. Le monde a connu ces cinquante dernières années une croissance assez spectaculaire de sa population urbaine. Pendant que l'Asie et l'Afrique s'urbanisent à grands pas, près de 80% des occidentaux et des Australiens vivent désormais dans des agglomérations urbaines. L'urbanisation globale est un fait majeur pour la sociologie urbaine qui analyse les interactions entre populations, environnement et développement, dans les grandes unités tout comme dans les unités géographiques plus restreintes. L'urbanisation reste toutefois un phénomène difficile à caractériser, quand on le considère avec attention (J. Véron, 2006). L'urbanisation en Afrique très récente, ne saurait être comparable à celle de l'Europe qui, elle, a déjà connu l'apogée et le déclin de son urbanisation.

Avec une population estimée à un peu plus de 8 millions d'habitants, le Togo connaît un taux d'urbanisation de 42,9%

en 2022 et devrait atteindre les 50% d'ici 4 ans selon les résultats et les projections du RGPH 5 (2022). Si cette projection se confirme, la majorité de la population togolaise vivra en ville. En effet, le taux de croissance de la population urbaine au Togo se classe parmi les plus élevés au monde avec 4% par an. Cette urbanisation évolue du fait du système économique classique qui encourage la production et la consommation. Le développement des infrastructures, l'industrialisation, sont des facteurs d'accélération de l'urbanisation au Togo. Comparées à la capitale Lomé, les villes secondaires sont économiquement et démographiquement moins fortes, cependant elles s'urbanisent aussi ce qui les met également au défi de la durabilité. Ce concept qui "consacre le primat de l'économique et de la technique sur le politique, le social et le culturel". F. Lieberherr-Gardiol (2007 : 374)

Le développement durable intervient avec une triple articulation. Cette approche se caractérise par un défi d'harmonisation des objectifs économiques, sociaux et environnementaux. La tentative de mettre en cohérence et intégrer ces trois dimensions est une stratégie mieux adaptée au devenir des sociétés.

Les sommets internationaux de Rio de Janeiro, 1992 ; de Johannesburg, 2002, ; de Copenhague, 2009, ont introduit et développé la notion de développement durable et se sont interrogés sur les défis écologiques planétaires à relever. Tout le monde s'accorde à reconnaître que les villes des pays développés comme celles des pays en développement devront être « durables ». Cependant, le développement urbain durable ne se limite pas seulement qu'à la morphologie de la ville. Une approche sociologique exige de prendre en compte les dimensions sociopolitique,



économique, et culturelle. Le développement durable suppose également des innovations qui impliquent la dimension démocratique afin de permettre au citoyen urbain de participer à la gouvernance urbaine. Outre la participation citoyenne, le développement durable doit conjuguer le social, l'économique et l'environnement. D'où la nécessité de penser les villes non seulement développées, mais aussi durables. En effet, selon UN-Habitat III (2016 :4),

« L'inégalité économique est étroitement liée à l'inégalité des genres et à l'inégalité spatiale, ce qui entraîne l'exclusion et souvent la criminalisation des groupes défavorisés et vulnérables tels les habitants des bidonvilles, les travailleurs migrants, les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les peuples autochtones et les minorités. Ces désavantages sont encore plus marquants pour les femmes de ces groupes, car elles sont aussi la cible de discriminations basées sur le genre. »

Si beaucoup de femmes dans le monde n'ont pas les mêmes droits économiques que les hommes (Banque mondiale, 2022), il faut donc analyser la ville comme un écosystème doté de ressources non utilisées. En 2021, vingt-trois (23) pays ont réformé leurs lois afin de favoriser l'inclusion économique des femmes (op. cit.), cependant, l'écart entre les revenus des femmes et des hommes reste présent. Dans le contexte de l'Union Africaine en matière de genre, on assiste à une croissance économique de 5 à 7% et la position des femmes reste moins valorisée. Les engagements sur l'égalité des genres à savoir : CEDEF, OMD, OMD3, ODD, ODD5, SDGEA, Protocole de la Charte Africaine, ont réussi à faire hausser l'indice de l'égalité de genre.

La marginalisation des femmes trouve-elle aussi ses fondements dans les pratiques religieuses et les

représentations socioculturelles. La famille est l'instance de socialisation par excellence au centre des rapports sociaux de sexe et qui semble préparer ou prédisposer à cette inégalité entre homme et femme. Selon F. Héritier (2005 : 3), la distinction entre féminin et le masculin est universelle « partout, de tout temps, et en tout lieu, le masculin est considéré comme supérieur au féminin ». C'est ce qu'elle appelle « la valence différentielle des sexes ».

La recherche met l'accent sur les spécificités actuelles des inégalités. Les inégalités lorsqu'elles se reproduisent, deviennent plus complexes et nécessitent d'autres instruments d'analyse. Les exclusions relatives aux inégalités et aux situations d'instabilité, qu'elles soient d'ordre social, économique, professionnel ou familial sont diffuses. Le défi consiste à analyser les inégalités de façon dynamique en repérant dans des trajectoires diverses les processus qui conduisent certains individus à un cumul de handicap et à d'autres à un cumul d'avantages, à l'origine des problématiques qu'elles posent sur la durabilité urbaine notamment à Kara.

## **1. Cadre physique, considérations théoriques et méthodologiques**

### **1.1. Cadre physique**

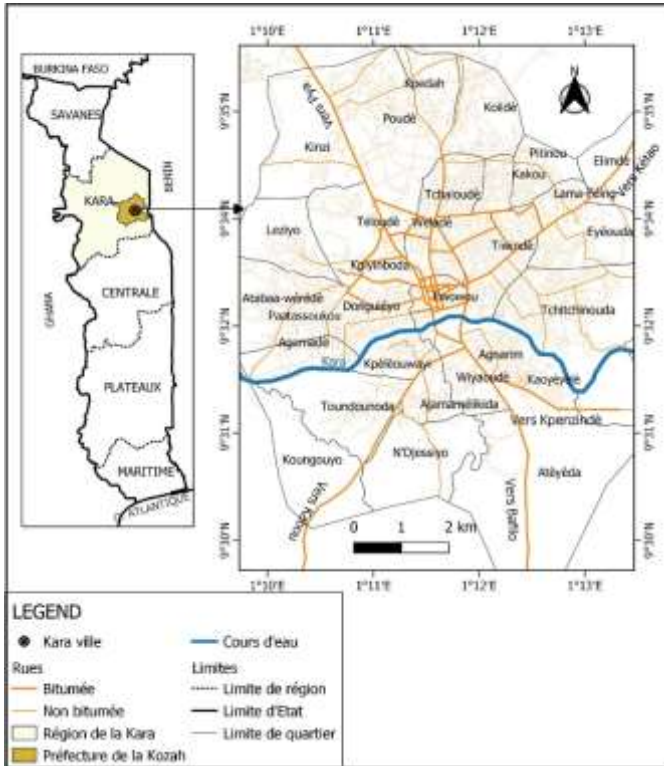
La ville de Kara est située dans la région de la Kara, elle est la deuxième plus grande ville du Togo sur le plan politique et administratif, et est le chef-lieu de la région de la Kara et de la préfecture de la Kozah. Elle est située dans la partie septentrionale du Togo, à 420 km de Lomé la capitale, et à 224 Km de Cinkassé, une ville située au Nord et qui est frontalière au Burkina Faso. La ville de Kara est limitée au Nord par la rivière *Pang* et la chaîne de *Lama*, à l'Est par le



Soumission : 03/09/2025 Acceptation : 06/09/2025 Publication : 15/09/2025

canton de *Lassa*, au Sud par les cantons de *Kpinzindè* et d'*Awandjélou* et à l'Ouest par le canton de *Bohou*.

**Figure 1: configuration urbaine de la ville de Kara**



Source : données de terrain, Décembre 2023

L'espace urbain de la ville de Kara est traversé par la rivière Kara. Cette rivière est le principal cours d'eau qui draine l'espace communal de Kozah 1 et favorise les activités maraîchères. Elle prend sa source au Bénin, traverse la région du sud-est vers le nord-ouest en passant par la ville

de Kara et se jette dans l’Oti après un parcours de 204 Km. La rivière Kara prend la ville en écharpe en la divisant en deux grandes zones, Kara-Nord et Kara-Sud. Les quartiers urbains drainés sont Lama-Feing, Tchintchinouda, Tomdè, Batascom, Zongo, Agamadè et Adabawéré. Aujourd’hui, la commune urbaine de Kozah 1 qui comprend les cantons de *Lama*, *Lassa*, *Soumdina* et *Landa* compte une population estimée à 193 625 habitants dont 97 055 femmes, soit un peu plus de la moitié de la population totale.

**Tableau 1: population de la commune de Kozah 1**

Commune / Canton	Sexe		Ensemble
	Masculin	Féminin	
<b>COMMUNE DE KOZAH 1</b>	<b>96 570</b>	<b>97 055</b>	<b>193 625</b>
LAMA	81 118	80 058	161 176
LASSA	6 231	6 768	12 999
SOUMDINA	4 338	4 936	9 274
LANDA	4 883	5 293	10 176

Source : données RGPH, 2022

La ville de Kara est la deuxième ville peuplée au Togo après Lomé avec 158090 habitants, dont 79613 hommes et 78477 femmes selon le RGPH5 (2022). La population de la ville de Kara est hétérogène, elle est composée des Kabyè qui sont les autochtones et l’ethnie majoritaire, des Kotokoli-Tem, des Nawda, des Ewe, des Lamba, des Konkomba, des Bassar, des Moba et d’autres ethnies étrangères.

L’économie locale se structure en deux grands secteurs qui sont le formel et l’informel. Le secteur formel à l’échelle



de la commune se compose des services publics et parapublics. Le secteur informel est le plus dominant et constitue une très grande part de l'économie locale. Ce secteur est mené par les opérateurs économiques, les tenants de boutiques et magasins et kiosques, les artisans, les transformateurs des produits agricoles. Pour revenir aux différents secteurs d'activités on y répertorie une panoplie : l'agriculture, le commerce, l'élevage, la pêche et la chasse, l'industrie, les banques et finances, le tourisme, le transport, l'énergie, l'artisanat. L'agriculture n'est pas l'activité principale dans la ville de Kara, elle est pratiquée sur de petites parcelles beaucoup plus en périphéries pour la consommation familiale. Elle est pratiquée dans les cantons (Landa, Lassa, Soumdina) et on y cultive le mil, le riz, le sorgho, le maïs, le haricot, l'igname etc. Mis à part ces cultures vivrières, on y cultive les produits comme le soja, l'arachide. Le maraîchage se pratique tout le long de la rivière Kara en milieu urbain et surtout dans les différents cantons précités qui sont le grenier de la ville de Kara. La majorité de ces produits maraîchers sont revendus sur place et le reste à l'intérieur du pays.

## **1.2. Approche méthodologique**

L'analyse de la contribution du genre dans la mise en œuvre du développement durable procède de la comparaison des pratiques essentiellement entre les hommes et les femmes. Ceci passe inévitablement par l'analyse des activités de chacun et par-là la fonction que joue chacun dans la société actuelle. La tendance au conservatisme des sociétés africaines, qui, malgré le fait qu'elle intègre de plus en plus les femmes à la vie socioprofessionnelle ne les

disculpe pas des tâches ménagères et de la responsabilité des enfants. Pour ainsi dire, les femmes, même dans la réduction des inégalités d'accès aux études et d'accès à l'emploi, conservent, à cette seule condition leur rôle de femme au foyer et de mère. Analyser les pratiques sociales en lien avec le développement durable, revient donc à considérer l'emploi de la femme en dehors du cercle familial (si elle en a), et analyser les différents comportements dans la position de femme au foyer.

La recherche s'appuie sur les entretiens individuels auprès des différents types d'acteurs : les hommes et les femmes. Déroulés dans la ville de Kara, l'enquête porte, de manière aléatoire sur un échantillon 212 individus en raison de 106 femmes et 106 hommes. Cette enquête a permis de faire le répertoire des tâches accomplies par chaque acteur et les ressources utilisées. Les entretiens ont été appuyés par l'observation directe pour confirmer les déclarations des enquêtés sur les usages mais aussi sur leur rapport avec la nature. Cette démarche permet de quantifier les ressources utilisées par chaque jour et évaluer la pertinence de l'utilisation, mais aussi les améliorations observées dans l'utilisation des ressources naturelles à travers les usages.

C'est pourquoi "la comparaison s'est imposée au fur et à mesure comme l'outil principal d'analyse et d'explication des phénomènes sociaux. Expliquer, exige la comparaison dans la mesure où pour Durkheim elle est une parfaite « expérimentation indirecte » projetant à l'idéal-type. Pourtant, peut-on lui reprocher d'être subjective par le peu de rigueur utilisé dans la définition des éléments de comparaison" (Moutoré, 2015 : 159).

Sur quoi doit porter la comparaison ?



**Soumission : 03/09/2025    Acceptation : 06/09/2025    Publication : 15/09/2025**

- Quels sont les types ressources naturelles utilisés en moyenne par jour ?
- Quelle quantité utilise chaque groupe en moyenne par jour ?
- Quels sont les différents usages fait par chaque groupe des ressources au quotidien ?

Sans nul doute, la comparaison tient compte du revenu des habitants ; de l'origine sociale et ethnique ; du niveau d'instruction.

### **1.3. Approche théorique**

Selon D. Diadiou *et al.* (2023), l'urbanisation africaine est féminine et si les villes affichent presque partout en Afrique un indice de masculinité en faveur des femmes, et si les femmes constituent plus de la moitié de la population mondiale et de la population des villes, Elles ne sauraient se développer en oubliant cette autre moitié de leur population.

Il faut avant tout retenir qu'une ville durable est une ville :

- bien aménagée, dont les édifices respectent les normes urbaines, sanitaire propre avec moins de pollution, qui offre des espaces d'attraction, verts, aménagés et accessibles à tous;
- qui facilite la mobilité urbaine, en rendant toutes les personnes dans leurs diversités égales en matière de mobilité;
- avec services socioéconomiques de base accessibles à tous et surtout avec un libre accès aux femmes;
- sécurisée avec des équipements adéquats qui assure la sécurité de toutes les catégories de personnes;

- prospère en termes d'activités économiques et qui offre des emplois et revenus décents afin d'assurer la survie des populations vivant en ville;
- résiliente aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques.

La ville durable se veut aussi inclusive qui fait la promotion de l'équité genre et la justice sociale en favorisant la présence ou l'accès des femmes aux instances de décision. Et une ville qui prend en compte le genre dans sa construction est une ville qui offre un libre accès aux espaces publics aux femmes, une libre circulation des femmes sans qu'elles subissent du harcèlement ou de l'insécurité, et leur libre accès aux lieux de loisir (*ibid.* 2023).

L'ensemble des activités économiques, socioculturelles, politiques, résidentielles, sont les fonctions urbaines telles que la ville assure. Elle se caractérise par son architecture composée de bâtiments en dur, de parcs, de routes aménagées et bordées, d'espaces verts et aussi par ses activités culturelles et de loisirs, de multiples services à proximité. C'est quand tous ces rôles et fonctions sont remplis que la ville est attractive et surtout inclusive. En ville, une certaine mixité sociale est observée, cependant, dans les politiques urbaines, les femmes ne sont pas aussi représentées et impliquées que les hommes, surtout dans les instances de prise de décision.

Pour une approche genre dans le développement urbain durable, les auteurs (*ibid.* 2023) préconisent :

- la construction d'un cadre solide de bonne gouvernance pour impliquer toutes les couches sociales et valoriser la participation et la voix des femmes dans les processus de planification et de gestion de la ville ;



**Soumission : 03/09/2025    Acceptation : 06/09/2025    Publication : 15/09/2025**

- la création d'un lieu d'écoute des femmes pour valoriser les attentes des femmes au même titre que les hommes dans la planification, la gestion et l'aménagement de la ville afin des les impliquer dans les politiques locales de développement urbain durable ;
- la réduction des inégalités d'accès aux espaces publics par la sensibilisation des populations afin de réduire la vulnérabilité des femmes et promouvoir leur inclusion ;
- la facilitation de l'accès au logement et au foncier (urbain, rural, agricole) ;
- la promotion du leadership féminin (individuel ou collectif) en développant des projets visant à renforcer le pouvoir et l'autonomie économique des femmes ;
- la valorisation de l'économie solidaire circulaire qui est aussi un domaine que les femmes maitrisent ;
- le renforcement de l'économie informelle qui est un domaine de prédilection des femmes où elles tirent leur moyen de subsistance, ceci va leur permettre de sortir de l'économie de survie et d'aller vers la création de richesse.

## **2. Résultats et discussion**

Cette section présente avant tout les données collectées desquelles sont déduits les principaux résultats obtenus dans le cadre de cette recherche ; des résultats qui seront discutés à partir des travaux D. Diadiou *et al.* (2023). Cette section est structurée en trois sous-sections essentielles : primo il sera question de présenter les différents piliers de la durabilité urbaine dans le contexte de la ville de Kara ;

secundo, nous présenterons les différentes pratiques domestiques dans la ville en fonction du genre ; tertio nous ferons l'état des lieux de la durabilité urbaine par comparaison du genre dans la dimension socio-économique.

## **2.1. Pilier de la durabilité urbaine**

Le défi actuel de toute société humaine est de réussir la durabilité urbaine qui est un aspect sectoriel du développement durable. Ce qui suppose un développement économique viable et respectueux de l'environnement tant pour nourrir la population urbaine aujourd'hui, que pour en préserver pour les générations à venir. Les effets ou les résultats de l'efficacité économique, de l'empreinte écologique et de l'intégration sociale doivent en effet conduire à un développement durable des pays africains passant par les villes. Au Togo, les femmes sont un peu plus de la moitié de la population, soit 51,3% et représentent 53% des actifs et exercent majoritairement dans le secteur informel (INSEED, 2022). L'économie togolaise repose principalement sur le secteur agricole, l'agriculture vivrière et celle dédiée à l'exportation. Le secteur agricole est constitué de 53,46% de femmes exerçant dans ce domaine. Cependant, selon la Banque Mondiale (2021), les ménages dirigés par les femmes sont plus pauvres que ceux dirigés par les hommes. Les femmes sont vulnérables à cause des inégalités d'accès aux services socioéconomiques. Selon le Ministère de la Promotion de la Femme sur la politique nationale du genre au Togo, « la féminisation de la pauvreté » est le résultat d'une réalité impossible à contourner selon laquelle les femmes contrôlent moins de ressources, possèdent une part considérablement plus réduite des avoirs et perçoivent des revenus plus faibles. Ce



qui rend les femmes plus pauvres que les hommes. Les résultats des enquêtes QUIBB 2011, 2015 et ERI ESI (2017) montrent que l'évolution du ratio emploi/population selon le sexe est respectivement de 65,4%, 76% et 57,7% chez les hommes et de 72,2%, 72,5% et de 54,3% chez les femmes. Ce qui signifie que les hommes ont plus d'opportunités d'emploi que les femmes si l'on s'en tient aux derniers résultats.

Analyser la durabilité urbaine dans le cas de la ville de Kara revient à porter un regard sur la dimension environnementale, l'aspect social et la portée économique. La première exige d'analyser les efforts des différents groupes à réduire leur empreinte sur la pollution, mais aussi leurs efforts dans une bonne gestion des ressources naturelles dans les tâches quotidiennes ; le second, pour réussir la durabilité urbaine devrait garantir de meilleures conditions de vie et de travail pour tous/toutes et assurer une justice sociale permanente ; la dernière travaillerait à la réduction des inégalités d'accès à l'emploi et aux infrastructures.

**Tableau 2 : comparaison des piliers de la durabilité urbaine en fonction du genre dans la ville de Kara**

<b>Genre Piliers de la durabilité urbaine étudiés</b>			<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
Accès aux infrastructures (santé, logement)	Totalement	Eff.	12	2	14
		%	5,66	0,94	6,60
	Faiblement	Eff.	90	101	191
		%	42,45	47,64	90,09
	Pas du tout	Eff.	4	3	7
		%	1,89	1,42	3,30
Accès au transport public intra-urbain	Permanent	Eff.	2	9	11
		%	0,94	4,25	5,189
	Rares fois	Eff.	5	1	6
		%	2,36	0,47	2,83
	Pas du tout	Eff.	99	96	195
		%	46,70	45,28	91,98
Emploi	Oui	Eff.	36	71	107
		%	16,98	33,49	50,47
	Non	Eff.	23	2	25
		%	10,85	0,94	11,79
	Ponctuel	Eff.	47	33	80
		%	22,17	15,57	37,73

**Source : données de l'enquête, décembre 2024**

Les données collectées dans le cadre de cette étude se structurent autour des 03 piliers de la durabilité urbaine à savoir : l'accès aux infrastructures, l'accès au transport public intra-urbain, et l'accès à l'emploi. Il ressort qu'en matière d'emploi les femmes ont moins accès à l'emploi dans la ville de Kara que les hommes. En effet, 10,84% des



femmes n'ont pas accès à l'emploi contre 0,94% d'hommes et même lorsqu'ils ont accès à l'emploi 22,17% des emplois des femmes sont ponctuels contre 15,57% pour les hommes ; seuls 16,38% des emplois des femmes de notre échantillon sont permanents et dignes contre 33,49% pour les hommes. Ce qui révèle une vulnérabilité urbaine des femmes plus élevée que celle des hommes.

En termes d'accès aux infrastructures, l'étude a fait l'étude de cas des infrastructures sanitaires et le logement. Il ressort que sur le plan du logement et de l'accès aux soins de santé, les femmes sont moins vulnérables que les hommes. Ceci peut se justifier par nombreuses politiques de protection de la mère et de l'enfant. En effet, 5,66% des femmes déclarent avoir totalement accès aux soins de santé et au logement alors que seuls 0,94% le déclare. Mais parallèlement, 1,89% de femmes déclarent ne pas avoir du tout accès aux études contre 1,42% des hommes.

Sur le plan de l'accès au transport intra-urbain, l'étude constate une faiblesse sinon une quasi-inexistence des transports publics intra-urbains dans la ville de Kara. Seuls les taxi-motos permettent de faciliter la mobilité des populations. C'est ce qui justifie que respectivement 46,70% et 45,28% des femmes et des hommes déclarent ne pas avoir accès au transport public. La plupart utilise les taxi-motos ou le transport personnel. De l'enquête, il ressort néanmoins que les hommes sont plus fragiles en matière de transport que les femmes. En effet, 46,70% des femmes n'ont pas du tout accès au transport contre 45,28% d'hommes. C'est dans cette logique que peu de femmes (0,94%) ont accès à la disponibilité permanente du transport que les hommes (4,25%). Nos recherches antérieures ont montré que cela

pourrait s'expliquer par la masculinisation des moyens de transport surtout les motos. Même si ces dernières années se sont développées les motocyclettes adaptées aux femmes, leur coût élevé est peu accessible aux femmes dont les conditions de vie sont fragiles.

L'analyse globale indique que les femmes sont plus vulnérables sur la question de l'emploi et du transport. Pourtant leur demande en mobilité est plus forte que celle des hommes. Un premier aspect ou une première condition de mise en oeuvre de la durabilité urbaine n'est donc pas rempli dans la ville de Kara à la lumière des critères relevés par D. Diadiou *et al.* (2023) notamment que la ville durable "facilite la mobilité urbaine, en rendant toutes les personnes dans leurs diversités égales en matière de mobilité".

### 3. Cartographie des pratiques domestiques néfastes sur l'environnement en fonction du genre dans la ville de Kara

**Tableau 3:** répartition des enquêtés suivant le genre et les pratiques sociales

Sexe	Femmes		Hommes		Total	
	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Pratiques sociales						
Jeter les ordures	106	100,00	57	53,77	163	76,89
Brûler les ordures, déchets	91	85,85	44	41,51	135	63,68
Utilisation des sachets	79	74,53	105	99,06	184	86,79



plastiques						
Utilisation des climatiseurs	11	10,38	37	34,91	48	22,64
Utilisation du bois de chauffe	106	100,00	9	8,49	115	54,25
Gaspillage de l'eau potable	47	44,34	17	16,04	64	30,19
Beaucoup de déplacement à moto/voiture	51	48,11	103	97,17	154	72,64
Achat/ utilisation de produits chimiques	106	100	93	87,74	204	93,86
Gaspillage des aliments	11	10,38	33	31,13	44	20,75
Grande consommation de viande	48	45,28	99	93,40	147	69,34
Abattage des arbres	0	0,00	29	27,36	29	13,68
Utilisation excessive de l'électricité	66	62,26	8	7,55	74	34,91

**Source : données de l'enquête, décembre 2024**

Cette section fait l'état des lieux des pratiques quotidiennes susceptibles d'impacter négativement l'environnement. Il s'est agi d'établir le répertoire des habitudes quotidiennes qui pourtant sont néfastes sur l'environnement pour identifier les enquêtés qui le pratiquent davantage. Les données révèlent que quelque soit

le genre, les pratiques néfastes à l'environnement sont régulières, qu'elles soient posées consciemment ou inconsciemment. Les analyses ont porté sur plusieurs pratiques néfastes sur l'environnement :

- le fait de jeter les ordures ménagères à l'air libre;
- brûler les ordures et les déchets à l'air libre;
- utilisation des sachets plastiques non biodégradables;
- utilisation excessive de la climatisation;
- utilisation du bois de chauffe pour les activités quotidiennes;
- utilisation exagérée de l'eau potable;
- déplacement important à moto ou en voiture;
- achat ou utilisation des produits chimiques;
- réserver la nourriture dans le plat après chaque repas;
- appétence pour la viande et forte consommation;
- abattage des arbres;
- utilisation exagérée de l'électricité.

On peut constater que les pratiques des femmes ont un impact plus négatif sur l'environnement que les hommes. On peut le comprendre en rapportant les pratiques sociales aux activités quotidiennes. Les femmes étant davantage reconnues pour les activités traditionnelles comme les travaux de ménage, sont plus exposées à des pratiques néfastes sur l'environnement. C'est l'exemple de la mauvaise gestion des ordures ménagères qui consistent à jeter les ordures et à les brûler à l'air libre. Les données montrent que toutes les femmes de l'enquête jettent les ordures et 85,85% les brûlent. A côté, seuls 41,51% des hommes brûlent des ordures et 53,77% les jettent et souvent pour aider aux tâches ménagères. Il en va de même de l'utilisation du bois de chauffe où toutes les femmes reconnaissent l'utiliser dans le cadre de



la cuisine et seuls 8,49% des hommes l'utilisent ponctuellement.

L'enquête révèle que les femmes gaspillent davantage de l'eau potable que les hommes du fait justement des travaux domestiques comme la vaisselle, le soin des enfants, la cuisine, l'entretien de la maison. Les femmes reconnaissent en effet utiliser de manière excessive de l'eau potable au quotidien et représentent 44,34% de l'échantillon des femmes interrogées. Ce qui peut laisser présager que celle qui utilise excessivement n'ont pas conscience que leur pratique est néfaste à l'environnement. En effet, l'analyse de la quantité d'eau utilisée par chaque femme par jour montre que la moyenne est de 300 litres par jour. En dépit de l'importance de la quantité de l'eau, la majorité des femmes (55,66%) ne reconnaissent pas consommer exagérément parce que trouvant proportionnels les besoins. Il en va de même de l'utilisation excessive de l'électricité où les femmes représentent 62,26% à reconnaître une exagération de la consommation électrique. On constate tout de même que cela s'explique par le fait que la majorité des enquêtées sont des ménagères et passe donc l'essentiel de leur temps à la main pour les tâches domestiques. Ce qui justifie que seuls 7,55% des hommes déclarent utiliser exagérément l'électricité étant souvent absent à la maison. Les autres données montrent que l'action des femmes exerce une influence négative plus forte sur l'environnement que celle des hommes : c'est l'exemple de l'utilisation des produits chimiques.

La tendance s'inverse lorsqu'il s'agit de l'usage des sachets plastiques, où 99,06% des hommes reconnaissent les utiliser généralement pour emballer leur repas en dehors de

la maison. Les femmes utilisent moins les sachets plastiques du fait de l'utilisation des paniers pour le marché. Il en va de même pour l'utilisation des moyens de transport, de la consommation de la viande, de l'abattage des arbres, du gaspillage des aliments. Sur cet ensemble, on constate que la ville de Kara de par les pratiques liées au genre réduisent ses chances de construction d'une ville durable suivant les critères relevés par D. Diadiou *et al.* (2023) notamment une ville « résiliente aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques ». Les pratiques des femmes ne sont pas de nature à protéger l'environnement et les ressources mises à leur disposition. On peut donc noter que l'accès aux ressources ne doit pas être le seul critère d'évaluation de la durabilité urbaine mais aussi une gestion rationnelle de ces ressources que manquent de relever D. Diadiou *et al.* (2023).

Par ailleurs, on note aussi par comparaison des principes du développement durable proposé par D. Diadiou *et al.* Que, même si la ville de Kara travaille l'inclusion des femmes, elle prône davantage l'égalité de genre que l'équité de genre. Les femmes en ayant accès aux emplois dans tous les domaines conservent les tâches domestiques qui leur sont dévolues dans la conception traditionnelle, non pas dans une perspective de répartition ou de co-responsabilité avec les hommes.

Globalement, sur les 12 pratiques sociales retenues pour comparer l'influence du genre sur la durabilité urbaine, il ressort que le partage est équitable entre les hommes et les femmes.



**Tableau 4 : Comparaison des pratiques impactant l'environnement selon le genre**

<b>Pratiques où les hommes impactent plus négativement sur l'environnement</b>	<b>Pratiques où les femmes impactent plus négativement sur l'environnement</b>
Jeter les ordures	Utilisation des sachets plastiques
Brûler les ordures, déchets	Utilisation des climatiseurs
Utilisation du bois de chauffe	Beaucoup de déplacement à moto/voiture
Gaspillage de l'eau potable	Gaspillage des aliments
Achat/utilisation de produits chimiques	Grande consommation de viande
Utilisation excessive de l'électricité	Abattage des arbres

**Source : Moutoré Yentougle, mars 2025**

Ce tableau révèle que l'engagement des femmes et leur rôle traditionnel de femmes au foyer en charge des tâches ménagères et du soin des enfants participent à leurs actions plus fortes sur l'environnement. On peut déduire que si l'équité était établi dans les tâches, les actions des femmes seraient moins négatives sur l'environnement que celles des hommes. C'est pourquoi la section suivante va s'attarder à analyser les problématiques liées au genre qui les rendent moins résilientes au changement climatique.

#### **4. Comparaison du mode de vie des femmes et des hommes avec le pilier socio-économique de durabilité urbaine**

La section précédente a permis de montrer que les pratiques domestiques impactent négativement sur la durabilité urbaine. Elle montre que le rôle traditionnel dévolu à la femme explique que ses actions sur l'environnement sont proportionnelles à celles des hommes. Cette première section montre donc que la balance du premier pilier de la durabilité urbaine pèse en défaveur des femmes.

Cette section analyse les deux autres piliers du développement durable notamment le pilier social et le pilier économique. Elle tente de saisir les pratiques socio-économiques qui rendent difficiles la durabilité urbaine dans la ville de Kara. Pour cela, elle analyse la profession, le type de logement et la profession des enquêtés.



**Tableau 5: Répartition suivant le sexe, la profession et la trajectoire résidentielle**

			Location		Maison personnelle		Chez son conjoint ou une connaissance		En famille		Total	
			Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%	Eff.	%
Homme	Profession	fonctionnaire	7	6,60	14	13,21	2	1,89	5	4,72	28	26,42
		Secteur informel	44	41,51	25	23,58	0	0,00	9	8,49	78	73,58
	Revenu	Moins de 50 000FCFA	8	7,55	0	0,00	1	0,94	1	0,94	10	9,43
		Entre 50 000FCFA et 200 000FCFA	25	23,58	7	6,60	1	0,94	8	7,55	41	38,68
		Plus de 200 000FCFA	9	8,49	43	40,57	0	0,00	3	2,83	55	51,89

Femme	Profession	Ménagère	1	0,94	0	0,00	8	7,55	1	0,94	10	9,43
		fonctionnaire	0	0,00	9	8,49	14	13,21	2	1,89	25	23,58
		Secteur informel	3	2,83	7	6,60	44	41,51	17	16,04	71	66,98
	Revenu	Moins de 50 000FCFA	1	0,94	0	0,00	55	51,89	8	7,55	64	60,38
		Entre 50 000FCFA et 200 000FCFA	3	2,83	1	0,94	31	29,25	0	0,00	35	33,02
		Plus de 200 000FCFA	1	0,94	3	2,83	3	2,83	0	0,00	7	6,60

**Source : données de l'enquête, décembre 2024**



**Soumission : 03/09/2025    Acceptation : 06/09/2025    Publication : 15/09/2025**

Il ressort que les femmes sont plus vulnérables économiquement que les hommes tant du fait des difficultés d'insertion professionnelle influencées par les pesanteurs socioculturelles que du fait des crises mondiales. Il ressort en effet que 9,43% des femmes conservent le métier qui leur est traditionnellement dévolu notamment le travail de ménagère alors qu'aucun homme ne déclare ce métier comme profession. Parallèlement, 26,42% des hommes déclarent être dans l'administration publique (fonctionnaire) alors que 23,58% seulement des femmes le sont ; et 75,58% des hommes sont dans le secteur informel alors que 66,98% seulement de femmes le sont. A l'analyse de ces données on entrevoit le niveau de vie bas des femmes mais aussi les logiques culturelles qui orientent leur trajectoire résidentielle dans la ville de Kara. En effet, pendant que 36,79% des hommes ont des résidences personnelles, seules 15,09% de femmes déclarent avoir une résidence personnelle.

On pourrait comprendre que c'est le revenu des femmes qui sont faibles à ceux des hommes, mais on constate que 39,62% des femmes ont un revenu supérieur à 50 000 FCFA; et que les hommes déclarant un revenu compris entre 50 000 FCFA et 200 000 FCFA ont réussi à avoir une résidence personnelle alors que des femmes de la même tranche de revenu n'en possèdent pas et préfèrent par exemple vivre auprès de leur conjoint. C'est pourquoi, pour la même tranche de revenu on constate qu'elles représentent 29,25% à faire le choix de vivre auprès de leur conjoint sans envisager une résidence personnelle et qu'elles sont 2,83% à vivre auprès de leur conjoint avec pourtant un revenu supérieur à 200 000 FCFA. A côté, ce sont 40,47% d'hommes qui ont un revenu supérieur à 200 000 FCFA qui possèdent une

résidence personnelle. Le revenu peut justifier la décision de ne pas avoir une résidence personnelle ou encore d'autres facteurs sociaux, mais l'analyse révèle essentiellement les pesanteurs culturelles qui contraignent les femmes à dépendre fortement de leur mari.

“Si ton mari apprend que tu as une maison, il va penser en même temps que tu veux montrer que tu as de l'argent. C'est comme s'il n'arrivait pas à te satisfaire et tu te prépares pour partir. C'est vrai que les femmes qui possèdent une maison deviennent arrogantes. Au moindre problème elle va chez elle. C'est pour mettre en confiance nos maris et aider aux charges de la famille que moi je ne peux pas construire. Si même je construis c'est pour louer, qui va rester dedans ?” (Propos d'une femme commerçant, 49 ans)

Pour ces raisons, elles choisissent soit de vivre de préférence en famille (3,77%) à partir d'un certain âge. En effet, nos enquêtées ont un âge supérieur ou égal à 30 ans pour nous assurer de leur autonomie et de leur insertion socioprofessionnelle.

On peut donc conclure que les femmes ne sont pas autant vulnérables en matière du revenu du fait qu'elles représentent 90,56% à exercer soit comme fonctionnaire soit dans le secteur informel contre 100% pour les hommes socialement contraint par un métier hors de la maison en raison des responsabilités familiales que la société traditionnelle leur confère. La vulnérabilité des femmes peut toutefois se lire sur le plan du logement où le poids du passé commun limite leur accès à la propriété foncière du fait des logiques culturelles et de l'influence des hommes. La vulnérabilité peut également se lire sur le plan de l'insertion professionnelle dans la mesure où certaines restent encore contrainte au travail de ménagère. Le tableau ci-dessous fait



une synthèse des piliers de la durabilité urbaine en rapport à la situation des femmes dans la ville de Kara.

**Tableau 6: État des lieux des piliers de la durabilité et des inégalités liées au genre**

Piliers de la durabilité urbaine	Femme	Problèmes
<b>Transport</b>	Faible	Mode de transport (taxi moto) inadapté pour les femmes et enfants
<b>Logement et propriété</b>	Faible	Accès à la propriété limité par les représentations socioculturelles
		Violences faites aux femmes perdurent (mariages forcés, le harcèlement sexuel)
<b>Accès à l'emploi</b>	Faible	Beaucoup d'activités restent encore fortement masculinisées
<b>Participation à la gouvernance</b>	Faible	Peu de femmes dans les instances de décision
<b>Accès aux ressources</b>	Faible	Faible extension de l'eau. Beaucoup se rendent à la fontaine

**Auteur : Moutoré Yentougle, mars 2025**

Le tableau fait l'état de lieux de la femme sur le plan du transport, de la gouvernance, de la propriété et du logement, de l'accès à l'emploi et aux ressources.

Il ressort que pour ces points que les femmes sont relativement vulnérables. Entre autres :

- sur le plan du transport, le transport intra-urbain est faiblement développé dans la ville de Kara et le moyen de transport public disponible est le taxi-moto. S'il est fréquemment utilisé par les femmes, c'est un moyen de déplacement à risque pour les enfants exposés au vent, à la poussière pouvant dégrader leur état de santé et au risque d'accident de circulation ;

Ce qui montre par analyse des travaux de D. Diadiou *et al.* (2023) qu'un des principes de la durabilité urbaine n'est pas appliquée dans la ville de Kara qui ne peut donc être caractérisée de ville durable. En effet, une ville durable est celle qui « qui facilite la mobilité urbaine, en rendant toutes les personnes dans leurs diversités égales en matière de mobilité ». La quasi-absence du transport interurbain dans la ville de Kara rend difficile la mobilité des individus surtout de ceux n'ayant pas de véhicules personnels.

- sur le plan du logement : si l'on peut constater l'amélioration des conditions de vie des femmes et leur relative insertion professionnelle, l'accès au logement et à la propriété reste encore fortement limité par les représentations socioculturelles. La dépendance de la femme à l'homme à partir de l'union la rend dépendante de son conjoint en matière de logement ;

ceci confirme l'approche de D. Diadiou *et al.* (2023) qui montre que « la facilitation de l'accès au logement et au foncier (urbain, rural, agricole) » est un préalable indispensable à la durabilité d'une ville. Si l'accès au foncier n'est pas restrictif pour les femmes, les différentes représentations socioculturelles limitent leur accès à la



propriété foncière surtout à celle résidentielle et plus encore à celle agricole.

- sur le plan de l'accès à l'emploi : on peut reconnaître ces dernières années la facile insertion professionnelle des femmes mais noter également que beaucoup d'activités restent encore fortement masculinisés : le métier de taxi-moto et de chauffeur (chauffeur routier), de maçon, les métiers d'ingénieur ou de technicien.

Ce résultat indique que la ville de Kara s'inscrit dans le principe relevé par D. Diadiou *et al.* (2023) parce que la plupart des femmes comme indiqué dans le tableau exerce dans l'économie informelle « qui est un domaine de prédilection des femmes où elles tirent leur moyen de subsistance, ceci va leur permettre de sortir de l'économie de survie et d'aller vers la création de richesse » (D. Diadiou *et al.*, 2023). En effet, les différentes politiques économiques en faveur des femmes, notamment l'ouverture et la facilitation des prêts bancaires rendent dynamique l'économie locale et confirme que la ville de Kara a réussi « la promotion du leadership féminin (individuel ou collectif) en développant des projets visant à renforcer le pouvoir et l'autonomie économique des femmes » (D. Diadiou *et al.*, 2023).

En définitive, la durabilité urbaine pour être plus dynamique dans la ville de Kara devrait être plus sensible au genre pour permettre la réduction des inégalités sociales notamment dans l'accès à l'emploi et à la propriété foncière ; dans la participation à la gestion des collectivités territoriales ; et surtout sur le plan du transport et de la mobilité.

## Conclusion

Les défis prioritaires des sociétés aujourd'hui est de garantir un développement durable. Le défi est d'autant plus grand pour les espaces urbains dont les actions sur l'environnement sont plus négatives. La durabilité urbaine doit donc devenir un mode de vie, une habitude urbaine parce qu'elle touche tous les aspects et toutes les composantes de la société. Le transport, l'alimentation, le logement, l'emploi, la participation à la gouvernance, l'accès aux ressources résumés dans l'amélioration des conditions de vie et de travail. Analyser la mise en œuvre de la durabilité urbaine revient forcément à étudier les inégalités sociales qui, dans le contexte de la ville de Kara, se traduisent essentiellement dans les rapports au genre. Pour cette raison, cette recherche a procédé à une étude comparative des modes de vie des hommes et des femmes pour ainsi ressortir les différentes formes d'inégalités qui retardent ou empêche la mise en œuvre de la durabilité urbaine dans la ville de Kara.

La recherche constate que les inégalités de genre se situent essentiellement au niveau du transport, du logement, de l'accès à l'emploi, de la participation à la gouvernance et de l'accès aux ressources qui ne permettent pas aux femmes de participer pleinement au développement durable. La recherche montre que les femmes sont plus résilientes au changement climatique et leurs actions moins négatives sur l'environnement pour les mêmes activités faits par les hommes. Plus précisément, l'action d'une femme dans un domaine d'activité sera moins néfaste sur l'environnement qu'un homme qui réaliserait la même activité. Les femmes font donc preuve d'économie et de préservation de



l'environnement plus que les hommes. Associer davantage les femmes aux différentes activités, permettrait une meilleure protection de l'environnement et donnerait un coup de pouce à la politique de mise en œuvre de la durabilité dans la ville de Kara dans le contexte de la décentralisation.

## Références bibliographiques

- Agier M., 1999, *L'invention de la ville. Banlieues, Townships, invasions et favelas*, Archives contemporaines, Paris.
- Authier J-Y, 2010, « Etat des lieux sur les trajectoires résidentielles », In *Puca*, Groupe de recherche sur la socialisation.
- Banque mondiale, 2020, Rapport sur la pauvreté et la prospérité partagée : questions fréquentes
- Banque mondiale, 2022, Rapport sur le développement du monde : la finance au service d'une reprise équitable
- Bonvalet C. et Arbonville D., 2006, *Quelles familles ? Quels logements ? La France et l'Europe du Sud*, INED, Paris.
- Bonvalet C., 1991, « La famille et le marché du logement : une logique cachée », in SEGALIN Martine (dir.), *Jeux de famille*, Presse du CNRS, Paris.
- Borlandi M., Boudon R., Cherkaoui M. et Valade B., 2005, *Dictionnaire de la pensée sociologique*, Paris, PUF.
- Décamps A., 2009, *Effets de quartiers et dynamique de la ségrégation urbaine*, Thèse de doctorat ès sciences économiques, Université Montesquieu-Bordeaux IV, France.

- Dericquebourg, R., 1989 : « Stigmates, préjugés, discrimination dans une perspective psychosociale », in *Etudes interethniques*, N°9, pp.65-74
- Lelévrier C., 2008, *Mobilités et trajectoires résidentielles des ménages relogés lors d'opérations de renouvellement urbain*, PUCA, Paris.
- Marie, A., 1997 : *L'Afrique des individus, itinéraires des citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*, Karthala, Paris
- Moutoré Y., 2015, *Logiques constitutives et fonctionnelles des espaces relégués en zones urbaines : analyse comparée entre Nioko II (Ouagadougou) et Tokoin Elavagnon (Lomé)*, Thèse de doctorat Unique, Lomé, Université de Lomé.
- Ngango G., 1976, « L'Afrique entre la tradition et la modernité », In *Ethiopiennes, numéro spécial : Revue socialiste de culture négro-africaine*, 70e anniversaire du Président L. S. Senghor.
- Paugam S., 2000, *Le salarié de la précarité*, PUF, Paris.
- Stébé J-M. et Marchal H., 2010, *La sociologie urbaine*, Paris, PUF.
- Toyoki S. et Brown A. D., 2014, « Stigma, identity and power: managing stigmatized identities through discourse », In *Human Relations*, vol. 67, n°6.
- Zouiten M., 1995, *Migration réseaux familiaux et stratégies d'insertion urbaine des migrants ruraux au Maroc. Etude exploratoire du cas de l'agglomération de Salé*, Thèse de doctorat, Université de Montréal, Canada.